

Mémoire présenté dans le cadre de la consultation en entrepreneuriat réalisée par le Ministère de l'Innovation et de l'Économie autour de son plan d'action 2022-2025

Le présent document est le fruit des réflexions des personnes suivantes :

- Maripier Tremblay, professeure titulaire, titulaire de la Chaire de leadership en enseignement sur le développement de l'esprit d'entreprendre et de l'entrepreneuriat et directrice scientifique de la démarche en entrepreneuriat responsable, Université Laval
- Simon Chouinard, Directeur général, Entrepreneuriat Laval
- François Gilbert, Entrepreneur en résidence Université Laval
- Jacques Topping, FCPA, FCA, MBA, ASC, président du CA d'Entrepreneuriat Laval

Les réflexions partagées s'articulent principalement autour des entreprises en démarrage au sein de la communauté universitaire (étudiants, diplômés, membres du personnel). Elles s'inscrivent aussi dans la perspective de l'économie québécoise dans son ensemble et de la relance économique post-pandémie.

1. Quels sont les principaux défis et obstacles (cinq au maximum) auxquels sont confrontés les entrepreneurs du Québec ?

- Concilier la motivation première des aspirants.es entrepreneurs.es québécois.es (désir de « changer le monde ») avec les impératifs associés au démarrage d'entreprise (voir section suivante)
- L'atteinte de l'équilibre entre les impératifs commerciaux des entreprises privées et leurs responsabilités sociale et environnementale (entrepreneuriat responsable)
- L'identification d'une opportunité d'affaires dite « durable » et d'un marché de taille suffisante pour assurer la croissance de l'entreprise (entreprises en démarrage)
- Le manque de main d'œuvre (entreprises en démarrage, PME et grandes entreprises)
- Se retrouver dans toutes les mesures de soutien à l'innovation et l'absence de clarté quant à ce que l'on entend par « innovation » au Québec.

2. Parmi ces défis et obstacles, lesquels devraient retenir l'attention du gouvernement de façon prioritaire et pourquoi ?

L'entrepreneuriat responsable et le désir des aspirants.es entrepreneurs.es québécois.es de « changer le monde »

Les plus récentes données du *Global Entrepreneurship Monitor* ont bien montré que le Québec se démarque des autres pays en ce qui a trait aux motivations des entrepreneurs. En effet, le Québec arrive au premier rang des pays comparables quant aux entrepreneurs souhaitant « Changer le monde ». Ce constat s'inscrit dans un contexte où nos sociétés sont mises à rude épreuve avec des enjeux sociaux et environnementaux de taille, et où les modèles commencent à être ébranlés. L'écosystème entrepreneurial valorise une économie de jeunes pousses, à fort potentiel de croissance, pouvant générer de la valeur (principalement économique). Malheureusement, trop

souvent les modèles s'appuient sur une domination de la valeur purement économique. Or, la pandémie l'aura bien démontrée, les systèmes sont interconnectés. On ne peut plus créer des entreprises de la même façon qu'avant, en les déconnectant des réalités sociales et environnementales. Si le Québec veut créer de la richesse et améliorer les conditions de vie des citoyens, il est impératif de soutenir un entrepreneuriat responsable. D'ailleurs, les appels à la reprise économique durable sont nombreux. Or, bien que d'une part, les entrepreneurs souhaitent changer le monde, et d'autre part, que le contexte « exige » aujourd'hui d'inclure l'environnement et la société dans le monde des affaires, les façons de faire sont encore bien peu déployées sur le terrain. L'entrepreneuriat responsable n'est pas que l'affaire de l'économie sociale ou solidaire, ou encore l'« écopreneuriat » ; cela concerne tous les types de projets. Et il est impératif de former et d'outiller les entrepreneurs en conséquence.

Le manque de main d'œuvre

Cet enjeu est prioritaire pour plusieurs raisons :

- Les aspirants.es entrepreneurs.es se font offrir des emplois attirants et hautement rémunérés ce qui a pour effet de les détourner de l'entrepreneuriat. Cette réalité a un impact sur le taux de création de jeunes pousses innovantes.
- Les employés clés des PME sont convoités par les grandes entreprises et les entreprises étrangères qui ont des ressources financières beaucoup plus importantes que les PME, ce qui nuit à la survie et à la croissance des PME d'ici.
- En raison de la nouvelle réalité du télétravail, il est plus facile que jamais pour les employés clés des entreprises du Québec de travailler pour des entreprises étrangères.

Certaines mesures fiscales et autres programmes avantageux du gouvernement du Québec (notamment via Montréal International) attirent des entreprises qui sont en mesure de déplacer la main d'œuvre à leur profit au détriment des entreprises québécoises. Il s'ensuit que la création de richesse s'effectue à l'extérieur du Québec plutôt que dans notre économie.

3. Quelles pistes de solution devraient être soutenues ou mises en œuvre pour répondre à ces défis et obstacles et ainsi soutenir le développement de l'entrepreneuriat au Québec ?

Entrepreneuriat responsable et opportunités d'affaires durables

Si le développement durable est l'affaire de toutes les entreprises, il est particulièrement difficile, en contexte de démarrage d'entreprise, de savoir intégrer adéquatement toutes ses considérations. Considérant les ressources très limitées, les attentes et le niveau de dépendance aux parties prenantes (notamment les financiers), faire des « choix responsables » n'est pas simple. La prise de décision dans ce contexte est complexe et nécessite de développer des compétences pour arbitrer adéquatement les tensions générées par l'intégration de ces multiples considérations (sociales, environnementales et économiques).

Soutenir un entrepreneuriat responsable peut se traduire par des actions à plusieurs niveaux :

- Favoriser la reconnaissance des opportunités d'affaires dites « durables » (opportunités d'affaires où l'entreprise vise d'abord à s'attaquer à une problématique sociale ou environnementale et qui, grâce à ses activités commerciales, assurent sa pérennité) :
 - Soutenir la pré-validation d'opportunités d'affaires durables (notamment en lien avec les innovations issues de la recherche) grâce à des services de veille et d'intelligence d'affaires
 - Soutenir des intentions entrepreneuriales responsables via la formation et la sensibilisation
 - Procurer une voie claire aux aspirants. es entrepreneurs. es qui veulent changer le monde en les mettant en lien avec les opportunités durables
- Soutenir la conception de modèle d'affaires qui intègre les aspects durables :
 - En offrant des outils concrets et simple aux entrepreneurs
 - En fournissant des exemples de modèles innovants et responsables
- Appuyer la prise de décision responsable dans le démarrage et le développement de l'entreprise :
 - En formant les entrepreneurs à la prise de décision complexe et aux enjeux ESG (environnement, social, gouvernance)
 - En fournissant des modèles concrets d'entrepreneurs partageant leurs façons de faire en matière d'ESG.
- Intégrer les critères ESG dans l'analyse des dossiers au sein de l'appareil gouvernemental (MEI, IQ, etc.)

Main d'œuvre

Sachant que le taux de création d'entreprises au Québec est l'un des plus bas parmi les provinces canadiennes, il est proposé de réviser les mesures d'aides fiscales de manière à favoriser la création et la croissance d'entreprises créatrices de valeur au Québec.

Jeunes pousses et autres entreprises

Il est proposé d'offrir ou de bonifier substantiellement les programmes de bourses destinées aux fondateurs. trices de jeunes pousses innovantes pour favoriser l'attraction et la rétention des entrepreneurs. es et faciliter le financement de départ à de bonnes conditions.

Pour les PME et les grandes entreprises, il est proposé d'offrir des mesures fiscales plus généreuses permettant aux entreprises d'améliorer la rémunération de leurs employés clés afin d'en favoriser la rétention et d'en attirer des nouveaux.

Enfin, il est proposé de mettre en place un avantage fiscal supplémentaire aux entreprises privées connaissant du succès sur la scène internationale lorsqu'elles contribuent financièrement ou en services (en nature) aux incubateurs tels qu'Entrepreneuriat Laval dont la mission est de contribuer à la création et à la survie de jeunes pousses innovantes.

L'appui à l'innovation

Nous croyons qu'il est important que, dans la Stratégie québécoise en recherche et en innovation (SQRI) à venir, les rôles et responsabilités en matière d'innovation soient mieux définis au Québec et que les budgets soient alloués aux bons endroits aux bénéfices des entrepreneurs qui créent de la valeur au Québec.

4. Quelle contribution peut apporter votre organisation pour relever les défis ou aplanir les obstacles définis ?

Depuis 2015, l'UL connaît une autre vague de réflexions autour de l'entrepreneuriat. La nécessité de développer une vision commune et une action stratégique conjointe sur le campus a amené la création d'un comité d'action, lequel avait pour mandat de mobiliser les acteurs, d'établir les enjeux spécifiques liés à l'entrepreneuriat et de proposer un plan d'action afin de répondre aux enjeux identifiés. Fin 2016, les travaux de ce comité donnaient ainsi naissance au *Plan d'action institutionnel sur l'entrepreneuriat et l'engagement responsables*. Par ce geste, l'UL décide alors de consolider sa vision entrepreneuriale autour du concept d'**entrepreneuriat responsable**, lequel s'inscrit en toute logique en lien étroit avec sa politique institutionnelle de développement durable, initiée dès 2007. L'Université Laval se donne ainsi pour mandat de développer dans la communauté universitaire la capacité à « Entreprendre et s'engager pour le mieux-être de la société ».

Concrètement, depuis ce temps, les membres de la communauté ont travaillé à développer des outils favorisant la formation et l'accompagnement d'entrepreneurs dans cette vision de responsabilité. C'est ainsi que la **matrice du modèle d'affaires responsable** a vu le jour. Elle est aujourd'hui utilisée par les formateurs, conseillers et accompagnateurs de même que les entrepreneurs. Plusieurs organismes de la région de Québec et d'ailleurs ont également adopté cet outil. À titre d'exemple, la Ville de Québec a manifesté le souhait d'utiliser cette dernière dans l'évaluation des demandes de soutien financier faites à la Ville.

En plus du développement d'outils, l'équipe pédagogique UL a procédé à l'adaptation des cours en entrepreneuriat pour y intégrer formellement l'entrepreneuriat responsable.

Entrepreneuriat Laval

L'incubateur de l'Université Laval, Entrepreneuriat Laval, relaie chez sa clientèle les valeurs et l'approche propre à l'entrepreneuriat responsable. Entrepreneuriat Laval peut jouer un rôle accru et être un leader, avec l'Université, parmi les incubateurs universitaires mondiaux appliquant les principes et mettant en œuvre l'entrepreneuriat responsable. Il peut également jouer un rôle dans l'identification des opportunités durables et faire le lien avec les PME et les grandes entreprises dans une dynamique de collaboration avec les jeunes pousses qu'il accompagne. Des ressources financières supplémentaires nous permettraient de mieux jouer ce rôle.

5. Quelles seraient les meilleures pratiques qui pourraient être mises de l'avant par le gouvernement afin de mieux appuyer l'entrepreneuriat au Québec ?

Il est impératif que le signal soit clair : l'entrepreneuriat au Québec doit être durable et responsable. En ce sens, les différents programmes en entrepreneuriat pilotés par les différents ministères devraient inclure ce critère.